

# Demande d'allocation supplémentaire

(Code de la Sécurité Sociale, art.L. 815-2 et L. 815-3)

Date de dépôt ou de réception :

## 1 – Votre état civil

### 1.1 – Identité

Madame
  Mademoiselle
  Monsieur

Nom de naissance *(en majuscules)* .....

Prénoms  
*(soulignez le prénom usuel)* .....

Nom marital *(s'il y a lieu)* .....

Autre nom d'usage *(facultatif)* .....

Né(e) le     à ..... *(pour Paris, Lyon et Marseille, précisez l'arrondissement)*

Département ou pays de naissance ..... Nationalité .....

N° d'immatriculation Sécurité Sociale :

### 1.2 – Situation familiale

Célibataire

Si vous êtes ou avez été marié(e), indiquez-nous votre situation :

Marié(e) le    
 Divorcé(e) le    
 Veuf (ve) le    
 Conjoint(e) disparu(e) le

Séparé(e) le    
 de corps le    
 de fait le



## 3 – Vos ressources personnelles en France et/ou à l'étranger

### 3.1 – Salaires, revenus professionnels non salariaux ou revenus de remplacement

<i>Nature</i>	<i>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</i>	<i>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</i>
Salaires et/ou gains assimilés	€	€
Revenus professionnels non salariaux	€	€
Indemnités maladie et/ou accident du travail	€	€
Allocations de chômage et/ou de préretraite	€	€

### 3.2 – Pensions, retraites, rentes et allocations

(prestations dont vous êtes titulaire ou dont vous avez fait la demande)

<i>Nom et adresse de l'organisme ainsi que référence de la prestation</i>	<i>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</i>	<i>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</i>
■ Pensions, retraites ou rentes :	€	€
	€	€
■ Retraites complémentaires :	€	€
	€	€
■ Allocation spéciale ou d'aide sociale :	€	€
■ Allocation adulte handicapé ou RMI :	€	€

### 3.3 – Autres revenus que ceux déclarés ci-dessus

(rente viagère, pension alimentaire, revenus de la mise en gérance d'un commerce, avantages en nature, etc...)

<i>Nature</i>	<i>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</i>	<i>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</i>
	€	€
	€	€

## 4 – Les ressources de votre conjoint en France et/ou à l'étranger

### 4.1 – Salaires, revenus professionnels non salariaux ou revenus de remplacement

<b>Nature</b>	<b>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</b>	<b>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</b>
Salaires et/ou gains assimilés	€	€
Revenus professionnels non salariaux	€	€
Indemnités maladie et/ou accident du travail	€	€
Allocations de chômage et/ou de préretraite	€	€

### 4.2 – Pensions, retraites, rentes et allocations

(prestations dont votre conjoint est titulaire ou dont il a fait la demande)

<b>Nom et adresse de l'organisme ainsi que référence de la prestation</b>	<b>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</b>	<b>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</b>
■ Pensions, retraites ou rentes :	€	€
	€	€
■ Retraites complémentaires :	€	€
	€	€
■ Allocation spéciale ou d'aide sociale :	€	€
■ Allocation adulte handicapé ou RMI :	€	€

### 4.3 – Autres revenus que ceux déclarés ci-dessus

(rente viagère, pension alimentaire, revenus de la mise en gérance d'un commerce, avantages en nature, etc...)

<b>Nature</b>	<b>Montants Bruts des 3 mois précédant cette demande</b>	<b>Montants Bruts des 12 mois précédant cette demande</b>
	€	€
	€	€

## 5 – Vos biens et ceux de votre conjoint en France et/ou à l'étranger

(dont vous êtes propriétaire)

### 5.1 – Biens immobiliers (terrains, appartements, maisons, commerces, etc...)

	<b>Nature</b> (précisez s'il y a lieu : indiv, nue-propriété ou usufruit)	<b>Adresse de chaque bien déclaré</b>	<b>Valeur actuelle</b>
Communs au ménage			€
			€
Personnels			€
			€
De votre conjoint			€
			€

Habitez-vous la maison dont vous êtes propriétaire ? OUI  NON

En louez-vous une partie ? OUI  NON  Si oui, valeur actuelle de la partie louée ? ..... €

### 5.2 – Biens mobiliers (titres, actions, obligations, etc...)

	<b>Nature</b>	<b>Valeur actuelle du capital placé</b>
Communs au ménage		€
		€
Personnels		€
		€
De votre conjoint		€
		€

### 5.2 – Biens dont vous et/ou votre conjoint avez fait donation (autre que votre maison d'habitation)

Qui est le donateur ? Vous-même  Votre conjoint

<b>Nature des biens donnés</b> (propriété, titres, etc)	<b>Adresse de chaque bien déclaré</b> (s'il s'agit de propriétés)	<b>Valeur actuelle</b>
		€

<b>Bénéficiaire de la donation : Nom et Adresse</b>	<b>Lien de parenté avec le donateur</b>	<b>Date de l'acte de donation</b>
Cette donation fait-elle l'objet d'une contrepartie (réserve d'usufruit, rente viagère, avantages en nature...) ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		Si oui, précisez la nature de la contrepartie : ..... S'il s'agit d'une rente viagère, indiquez sa valeur actuelle : ..... €

## 6 – Exploitation agricole

Mettez-vous en valeur une exploitation agricole ?

Vous-même

Votre conjoint

Indiquez sa superficie ?

## 7 – Document à joindre à votre demande

- Une photocopie de votre dernier avis d'imposition ou de non imposition sur le revenu.
- **Si vous êtes de nationalité étrangère et si vous résidez en France**, une copie de votre titre de séjour sauf si vous êtes ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Européenne, de la Norvège, de l'Islande ou du Liechtenstein.

- Je demande l'allocation supplémentaire : pour moi-même  au titre de l'inaptitude au travail   
pour mon conjoint  au titre de l'inaptitude au travail

■ J'atteste sur l'honneur que les renseignements portés sur cette demande sont exacts.

■ La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement, quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles 313-1, 313-3, 433-19, 441-1 et 441-7 du code pénal et l'article L. 725-13 du code rural).

■ Je m'engage :  
- à vous faire connaître toute modification de ma situation et celle de mon conjoint ainsi que tout changement de domicile,  
- à faciliter toute enquête.

■ La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 vous garantit un droit d'accès et de rectification pour les données que nous enregistrons à partir de vos réponses.  
■ Les sommes payées au titre de l'allocation supplémentaire sont récupérées sur la succession de l'allocataire lorsque l'actif net de celle-ci est supérieur à 39000 €. Le recours ne s'exerce toutefois que sur la partie de l'actif net excédant le seuil. En garantie, nous pouvons demander l'inscription d'une hypothèque.

Fait à ..... le

Signature du demandeur :

Signature du conjoint :